

PROMOUVOIR LA STABILITÉ ET LA SÉCURITÉ – 72,62 millions de dollars*



À l'heure actuelle, environ 1,5 milliard de personnes vivent dans des États fragiles et touchés par un conflit. Les conséquences de la fragilité des États et des conflits armés violents peuvent considérablement entraver les efforts de développement et constituer une menace pour la sécurité, la stabilité et la prospérité canadiennes, régionales et mondiales. Dans les cas les plus graves, un soutien international est souvent nécessaire pour répondre aux besoins fondamentaux des populations, y compris la sécurité, et assurer l'accès à des services de base, conformément aux principes humanitaires internationaux.

Le Canada reconnaît que des institutions de sécurité efficaces et responsables apportent une contribution importante à la paix et à la sécurité nationales et régionales. Le Canada participe activement aux efforts internationaux ayant pour but d'aider les pays à établir des processus de justice transitoire et à mettre en place des institutions de sécurité efficaces, responsables et représentatives, lesquelles s'acquittent de leurs fonctions légitimes dans le respect des normes démocratiques et des principes d'une saine gouvernance. À cet égard, le Canada envoie des experts dans le but de soutenir des activités de réforme du secteur de sécurité (RSS), finance des projets liés à la RSS et à la justice transitoire, fait la promotion de la recherche et de l'innovation, et contribue à l'élaboration de normes et de politiques internationales.

Grâce à ces activités, le Canada contribue à la protection des populations vulnérables, et plus particulièrement à la protection des droits de la personne et du bien-être des femmes et des enfants dans les États fragiles et touchés par un conflit. Les programmes du Canada en matière de stabilité et de sécurité ont principalement pour but d'appuyer la résilience à long terme et de consolider la paix dans les États fragiles et touchés par un conflit. Les sections suivantes font état des efforts déployés par le Canada en 2013-2014 pour promouvoir la stabilité et la sécurité.

SOUTIEN À LA RÉSILIENCE À LONG TERME

Des institutions de sécurité efficaces et responsables peuvent apporter une contribution importante à la paix et à la stabilité, ainsi qu'au développement, à la réduction de la pauvreté et à la démocratie.

En 2013-2014, en Somalie, les fonds octroyés par le Canada ont contribué à accroître les capacités des unités de police constituées de la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM) et de la Force de police somalie dans les domaines de la neutralisation des explosifs et munitions ainsi que des engins explosifs improvisés, dans le cadre de six séances de formation auxquelles ont participé plus de 80 opérateurs. Une capacité de recherche d'explosifs rapidement déployable a été établie à la base de l'unité de police constituée située au stade de Mogadiscio, et plus de 22 opérations ont été menées conjointement par la Force de police somalie et la police de l'AMISOM. Cette contribution a permis de réduire au minimum la menace liée à la neutralisation et à la destruction des explosifs, et de renforcer la capacité de la Somalie d'assurer une plus grande sécurité dans l'ensemble de son territoire, grâce à des structures étatiques plus efficaces et adaptées aux besoins.

Le Canada appuie également l'objectif d'une paix globale, juste et durable au Moyen-Orient. Le Canada a contribué à l'amélioration de la capacité de commandement, de contrôle et d'intervention en cas d'urgence des Forces de sécurité de l'Autorité palestinienne (FSAP) et du ministère de l'Intérieur. En effet, il a contribué à élargir l'accès à des technologies de l'information et des communications intégrées et améliorées dans les installations de Jéricho, de Bethléem, de Ramallah, de Djénine, d'Aqaba, de Naplouse, d'Hébron et de Jérusalem, ainsi qu'à interconnecter l'ensemble des 27 installations des FSAP grâce à un réseau de faisceaux hertziens. Le Canada a entre autres financé l'acquisition et l'installation d'équipement de technologie de l'information et des communications et de quatre systèmes d'alimentation solaire de secours, ainsi que l'offre d'une formation de 2 000 heures à l'intention des opérateurs et des responsables de la maintenance, et d'une formation de 4 000 heures aux responsables de la mise au point des logiciels.



© MAECD/François-Éric de Repentigny/Jordanie

* Il s'agit de données provisoires. Les montants définitifs seront publiés dans le Rapport statistique sur l'aide internationale d'ici la fin de mars 2015 sur le site Web du MAECD.